

# Résumé de la séance d'information quotidienne à l'intention des parlementaires : Le 4 avril 2020

**De :**

"Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)" <spencer.brickles@canada.ca>

**À :**

"Cluney, Craig (PHAC/ASPC)" <craig.cluney@canada.ca>, "StJames, Louise (PHAC/ASPC)" <louise.stjames@canada.ca>, "Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC)" <marlene.lavoie@canada.ca>, "Gargum, Taha (PHAC/ASPC)" <taha.gargum@canada.ca>, "Frost, Evan (PHAC/ASPC)" <evan.frost@canada.ca>, "Osei, Peggy (PHAC/ASPC)" <peggy.osei@canada.ca>, "Novak, Krystal (PHAC/ASPC)" <krystal.novak@canada.ca>, "Beaudoin, John (PHAC/ASPC)" <john.beaudoin@canada.ca>

**C.c. :**

"Irick, Marina (PHAC/ASPC)" <marina.irick@canada.ca>, "Sammon, Jacob (PHAC/ASPC)" <jacob.sammon@canada.ca>

**Date :**

Le samedi 4 avril 2020 22:25:50 +0000

La séance d'information d'aujourd'hui à l'intention des parlementaires porte sur les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19. Elle a été tenue par M<sup>me</sup> Rhonda Kropp et par des représentants de SC, de l'ARC, de l'ASFC, d'EDSC, d'AMC, d'ISDE, de TC et du SCC. M<sup>me</sup> Kropp a commencé par présenter un aperçu du point de vue de la santé publique. À midi aujourd'hui, le Canada enregistrait 12 924 cas et 214 décès. 309 000 Canadiens ont subi le test de dépistage. 4 % des tests étaient positifs, 95 %, négatifs. Nous travaillons en étroite collaboration avec les provinces et les territoires pour accroître notre capacité de dépistage.

Nombre de participants à la téléconférence : 90

Nombre de questions sans réponse : 0

Au début de la téléconférence, Affaires mondiales Canada (AMC) a répondu à une question restée en suspens à une téléconférence précédente.

- AMC : En ce qui concerne les données sur le rapatriement, nous avons aidé 9 805 Canadiens à rentrer au pays sur 55 vols. D'ici la fin de la semaine, nous estimons que 11 039 Canadiens seront rentrés au pays sur 69 vols. Aujourd'hui, nous avons des avions en provenance de l'Algérie, du Pérou, de Trinité, de Delhi et un nombre plus élevé de navires de croisière se dirigent vers le port. AMC serait heureux de faire une ou deux mises à jour par semaine pour faire le point sur les activités de rapatriement.

Voici les questions posées par les parlementaires :

- La sénatrice Mary Jane McCallum (GSI) : Le gouvernement a déjà annoncé des augmentations de la PSV et des modifications au Régime de pensions du Canada qui

entreront en vigueur en juillet. Ces récents changements seront-ils rétroactifs à janvier et les personnes de 65 ans et plus pourront-elles en bénéficier?

- *ESDC : Plusieurs groupes ont été durement touchés et nous reconnaissons que les aînés sont particulièrement vulnérables. Nous examinons différentes mesures d'intervention stratégique pour trouver la meilleure façon de venir en aide à certains groupes, mais nous ne pouvons pas encore donner de précisions.*
- La députée Nelly Shin (PCC; Port Moody-Coquitlam) : Après avoir discuté avec divers médias ethniques, j'ai constaté que leurs volumes de ventes de publicité avaient considérablement diminué. Comme il s'agit de ressources importantes pour les collectivités minoritaires, le gouvernement leur viendra-t-il en aide?
  - *M<sup>me</sup> Kropp : Je ne peux pas parler des activités publicitaires, mais je sais que la plupart des documents produits par l'ASPC ont été publiés en plusieurs langues pour répondre aux besoins des divers groupes linguistiques du Canada. Un message de M<sup>me</sup> Tam est maintenant diffusé à la télévision. Nous avons fait de notre mieux pour que nos documents soient publiés dans plusieurs langues.*
  - *SC : De plus, nous avons mené des activités de sensibilisation auprès de différents groupes, comme les minorités linguistiques ethniques, afin d'offrir des services plus efficaces.*
- Le député Mark Dalton (PCC; Pitt Meadows – Maple Ridge) : Nous commençons à avoir des dossiers en souffrance à l'ARC. Quand la ligne téléphonique des députés pour l'ARC sera-t-elle de nouveau en service?
  - *ARC : Nous prenons bonne note qu'on souhaite que la ligne soit remise en service, mais nous accordons la priorité à un certain nombre d'appels et le volume est exceptionnellement élevé. Il n'y a pas d'échéance claire quant au moment où tous les services antérieurs seront rétablis.*
- La députée Elizabeth May (PVC : Saanich Îles-Gulf) : S'agissait-il d'arnaques liées à la COVID-19 visant les aînés? Que fait-on à ce sujet? Y aura-t-il des règles plus souples sur le retrait de l'argent de REER?
  - *M<sup>me</sup> Kropp : Nous signalerons, bien sûr, ces arnaques à notre service des communications, qui travaille activement à les combattre.*
  - *EDSC : Nous cherchons la meilleure façon de soutenir les aînés grâce aux programmes offerts par EDSC, dont la PCU.*
  - *ARC : La réglementation sur les REER ne relève pas de l'ARC.*
- M. Wayne Easter (PLC; Malpeque) : Les ministres des Églises sont-ils admissibles à la subvention salariale? Les ministres mis à pied sont-ils admissibles à la PCU?
  - *EDSC : Les modalités du programme de la subvention salariale sont toujours en cours d'élaboration, et les organismes sans but lucratif sont admissibles. S'ils ne satisfont pas aux critères, ils peuvent quand même présenter une demande de PCU. Je ne peux pas en dire beaucoup de la subvention salariale en ce moment. Les détails sont en cours d'élaboration.*
- M. Randall Garrison (NPD; Esquimalt-Saanich-Sooke) : Les conjoints de citoyens canadiens seront-ils admis à bord d'avions en provenance de l'Inde et du Pakistan, quel que soit leur statut au Canada?
  - *AMC : Les membres de la famille pourront accompagner les citoyens canadiens à condition d'être résidents permanents du Canada. Nous devrions nous en remettre à IRCC pour obtenir plus de détails à ce sujet, mais d'habitude, ils doivent détenir un visa.*

- *ASFC : S'ils ont les documents appropriés, ils seraient admissibles, mais c'est un problème pour IRCC.*
  - *Mme Kropp : Nous veillerons à ce qu'IRCC soit saisi de la question.*
- Le député Damian Kurek (PCC; Battle River – Crowfoot) : On observe des incohérences troublantes entre les messages du PM, ceux des ministères et ceux transmis au cours de cette téléconférence. J'encourage la cohérence à l'échelle du gouvernement pour limiter les mécontentements. En ce qui concerne les personnes qui ont perdu la plus grande partie de leurs revenus, mais qui, techniquement, ne sont pas admissibles à la PCU, les règles seront-elles élargies pour nous permettre d'aider ces personnes?
  - *EDSC : Nous avons été informés par de nombreuses sources du cas particulier de certaines personnes. À l'heure actuelle, il faut satisfaire à des critères précis, mais nous continuons d'examiner différentes options et différentes modalités. On n'a pas encore de détails, mais la question est à l'examen actuellement.*
- Pierre Vanier (conseiller politique du député Luc Thériault, BQ; Montcalm, **HESA**) : Avons-nous plus de détails sur la PCU? Quand les avions de travailleurs étrangers temporaires arriveront-ils au Canada?
  - *EDSC : Il s'agit d'un dossier très chaud, mais il n'y a rien de nouveau. Ces travailleurs seront admissibles s'ils répondent aux critères actuels.*
  - *M<sup>me</sup> Kropp : Il n'y a personne d'IRCC ici.*
  - *EDSC : AMC peut confirmer les détails des vols.*
  - *AMC : Malheureusement, on ne dispose d'aucun renseignement en ce moment, mais nous prenons bonne note de la question.*
- La députée Laurel Collins (NPD; Victoria) : Comment fera-t-on respecter la *Loi sur la mise en quarantaine* avec l'aide des services régionaux de police? Les 10 millions de dollars annoncés pour les maisons d'hébergement pour femmes s'ajouteront-ils aux 50 millions de dollars déjà annoncés?
  - *M<sup>me</sup> Kropp : En ce qui concerne l'exécution des ordonnances d'assurance qualité, il faut travailler de concert avec l'ASFC, la GRC et les services régionaux de police. Les détails sont encore à l'étude. On envisage que les vérifications soient effectuées de plusieurs façons; les services régionaux de police interviendraient, en fonction des renseignements fournis par l'ASFC, tandis que l'ASPC tiendrait une liste centrale à jour.*
  - *EDSC : Il s'agissait d'autres détails sur une annonce précédente concernant le financement des maisons d'hébergement pour femmes.*
- M. Mike Lake (PCC; Edmonton-Wetaskiwin): En ce qui concerne les réseaux de soutien aux fournisseurs de services de garde privés, bon nombre d'entre eux ont perdu beaucoup de clientèle et subi d'importantes baisses de revenus, mais pas tous. Seront-ils admissibles à la PCU? Si un fournisseur de services a des problèmes de santé et ferme ses portes, est-il admissible? Si un fournisseur préfère ne pas garder d'enfants, est-il admissible?
  - *EDSC : La réponse à la première question serait non, car il continue de toucher des revenus, même s'il subit une baisse. La personne qui quitte son emploi n'est pas admissible à la PCU. Il y a des circonstances particulières, qui dépendent de la province ou du territoire de résidence, qui régissent l'ouverture des entreprises. On incite les personnes qui ne sont pas admissibles à la PCU à s'informer des programmes actuels.*

- Député Fayçal El-Khoury (PLC; Laval-Les Îles) : Parlons de l'attitude des banques canadiennes. Certaines personnes continuent de payer des intérêts de 8% sur des emprunts et des hypothèques, malgré la baisse du taux préférentiel de la Banque du Canada. Le gouvernement peut-il exercer des pressions sur les banques pour qu'elles abaissent leur taux d'intérêt?
  - o *M<sup>me</sup> Kropp* : *Nous ferons un suivi auprès des Finances à ce sujet.*
- La députée Cathy McLeod (PCC; Kamloops-Thompson-Cariboo) : Je m'adresse à SC. On convient que le modèle de fourniture des services de santé a changé. Mais on nous a dit qu'il y aurait des arrangements pour les personnes ayant besoin d'aide en personne. Y aura-t-il des changements de modèle pour donner une touche plus personnelle aux services d'aide par téléphone? Du personnel de SC sera-t-il réaffecté pour aider le personnel du programme de la PCU?
  - o *SC* : *Nous sommes conscients des problèmes auxquels les Canadiens font face pour avoir accès à l'information et aux services. La nécessité de fermer des bureaux a mis à rude épreuve la capacité de servir les Canadiens, d'où la possibilité que nous avons donnée à nos fournisseurs de rappeler des Canadiens. Nous continuons d'envisager diverses mesures d'aide. Nous envisageons de réaffecter des employés et nous embauchons du nouveau personnel. Nous avons réaffecté 3 000 employés de services non essentiels à des services essentiels. Je prends bonne note de la question.*
- Le député Earl Dreeshan (PCC; Red Deer – Mountain View) : 47 personnes ont été libérées d'établissements de détention provisoire de la circonscription. On exerce des pressions sur la GRC pour qu'elle s'occupe de ces personnes qui sont la source de problèmes. La grande crainte, c'est que du personnel de la GRC soit réaffecté des établissements qui manquent de personnel. Il faut protéger la collectivité. La Sécurité publique peut-elle envisager certaines solutions pour protéger ces collectivités?
  - o *M<sup>me</sup> Kropp* : *La question sera soumise à Sécurité publique.*

***Veillez noter que le présent rapport est une ébauche de travail et qu'il est réservé à l'usage interne de l'ASPC.*** Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à communiquer avec moi.

Cordialement,

Spencer Brickles  
 Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning  
 Public Health Agency of Canada / Government of Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques  
 Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tél: 343-543-3102